

Macron maître d'oeuvre de «la concentration des moyens sur l'école primaire»

Claude Lelièvre

6-7 minutes

Alain Juppé avait déclaré le 24 août 2015: *"l'éducation est la mère de toutes les réformes"*. Durant l'entre-deux-tours de la dernière élection présidentielle, **le candidat Emmanuel Macron lui a fait écho à sa façon: "mon projet est de concentrer les moyens sur l'école primaire [...]. La mère des batailles, c'est l'école primaire"**.

Et Emmanuel Macron l'a fait au risque de restrictions de moyens pour les autres degrés du système scolaire (dans un contexte d'annonce de suppression de 120000 postes de fonctionnaires) et au risque même de restrictions pour d'autres classes du primaire en les concentrant en fait plus que jamais, deux ans après, sur les classes de "section de grands", "cours préparatoire" et "cours élémentaire première année".

C'est Emmanuel Macron qui a décidé et annoncé le dédoublement des classes de CP puis de CE1 en "REP". C'est lui qui a décidé et annoncé les prochains dédoublements pour les "sections de grands" de maternelle en "REP". C'est lui qui a décidé et annoncé la mise en oeuvre prochaine de maxima de 24 élèves dans toutes les classes de "section de grands", de CP et de CE1. C'est encore lui qui a décidé et annoncé que l'instruction obligatoire devrait désormais débiter à partir de trois ans lors des "assises de l'école maternelle", en mars 2018. Enfin, c'est encore lui qui vient de décider et d'annoncer la suspension de la fermeture d'écoles maternelles jusqu'à la fin du quinquennat.

Emmanuel Macron n'a laissé à personne d'autre que lui le soin de mener "la mère des batailles" (les autres aspects de la politique scolaire restant pour l'essentiel à la discrétion de son

ministre de l'Education nationale).

Faute d'être le "héros" de "*la mère des batailles*", Jean-Michel Blanquer s'en est fait le "héraut" (en forçant parfois le trait, au risque de malmener la réalité historique pour la magnifier).

On peut en prendre pour exemple ce morceau de bravoure paru dans le "Courrier Picard" du 4 mai dernier: *"nous ne fermerons pas d'écoles primaires sans l'avis favorable du maire; c'est la première fois qu'un gouvernement s'engage à faire cela, c'est énorme"*. Ce qui est énorme, c'est l'impasse faite sur un précédent historique majeur. Le 8 avril 1993, le Premier ministre **Edouard Balladur** annonce que *"toute suppression de services publics en zone rurale sera suspendue pour six mois"*. En réalité, le moratoire va durer plus de cinq ans, et il n'y aura aucune fermeture d'école durant tout le "ministère Bayrou".

Mais **Jean-Michel Blanquer poursuit:** *"Pour les classes, c'est forcément différent. Personne, aucun ministre de l'Education nationale, ne pourrait vous dire qu'il n'y aura jamais de fermetures de classe"*. Et pourtant, le journal "Le Monde" du 22 juin 2011 a pu titrer: *"Nicolas Sarkozy annonce un gel des fermetures des classes du primaire en 2012"*. Jean-Michel Blanquer était alors "DGESCO" (le premier adjoint) du ministre de l'Education nationale Luc Chatel sous la présidence de Nicolas Sarkozy...

Un peu plus tôt, le 26 avril dernier, Jean-Michel Blanquer avait déjà embouché la trompette de la renommée: "*Des mesures historiques pour l'école primaire: non-fermeture des écoles rurales, dédoublement des grandes sections en REP+ et REP, pas plus de 24 élèves par classe dans toutes la France en GS, CP et CE1*". Il est vrai que ce n'est pas rien (loin s'en faut sous certaines conditions). Mais est-ce si "historique" que cela?

Le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer pense s'en tirer avec une augmentation d'environ 2000 postes par an dans le primaire. Mais c'est sans aucune mesure avec d'autres périodes "historiques", même en se limitant au cadre de la cinquième République.

De 1960 à 1969, sous la présidence de Charles de Gaulle, la taille moyenne des classes des écoles primaires publiques est passée de 30 à 26 élèves. Et l'effectif des enseignants dans le premier degré public est passé dans le même temps de 220 000 à

260000, soit une augmentation moyenne de 4000 postes par an durant dix années.

Et il était hors de question d'enlever des postes au secondaire.

Les effectifs de l'enseignement secondaire croissent en effet alors encore plus fortement que ceux du primaire, sous l'effet non seulement du "baby-boom", mais aussi des poursuites d'études nettement plus nombreuses au-delà de l'âge de 14 ans avec notamment la création du "collège d'enseignement secondaire" pour tous en 1965. Sous la présidence de Charles de Gaulle, depuis la rentrée scolaire de 1958 jusqu'à celle de 1967, en moins de dix ans, le nombre des professeurs de l'enseignement secondaire fait plus que doubler, puisqu'il passe de 53 000 à 121 000. Compte tenu des départs à la retraite, le corps de l'enseignement secondaire, en 1968, est constitué aux deux tiers par des enseignants qui ont moins de 10 ans d'ancienneté et pour la plupart moins de 30 ans d'âge. Un renouvellement du corps des enseignants du secondaire plus qu'"historique": quasi "prodigieux"...

On peut citer aussi, par exemple, la période de forte augmentation du nombre des professeurs du secondaire dans le cadre de la mise en oeuvre de l'objectif de "80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat en l'an 2000". De 1991 à 2001, le nombre des enseignants du second degré public passe de 371000 à 424000: une augmentation continue d'au moins 5000 postes par an durant dix années...

Alors, les 2000 postes par an pendant 2 ou 3 années annoncés par Jean-Michel Blanquer? C'est certes positif (mais vraisemblablement insuffisant) ; et cela apparaît en définitive - par comparaison avec d'autres périodes marquantes - plus "étriqué" qu'"historique".

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.